



Archives et Droits de l'Homme

Avril-mai 2015 – Principes relatifs à l'accès aux archives

Cet article est le septième d'une série de brèves discussions sur les principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

6. Les institutions conservant des archives font en sorte que les victimes de crimes graves ressortissant du droit international ont accès aux archives qui fournissent les éléments de preuve nécessaires pour faire valoir les droits de l'homme et documenter leur violation, même si ces documents ne sont pas communicables au grand public.

Le Haut-Commissariat des droits de l'homme des Nations Unies, dans ses Principes révisés pour la protection et la promotion des droits de l'homme à travers la lutte active contre l'impunité (2005) déclare les droits des victimes et de leur famille à connaître la vérité sur les violations des droits de l'Homme. Les Principes mettent l'accent sur le rôle essentiel que joue l'accès aux archives dans la connaissance de la vérité, la détention des personnes responsables des violations des droits, la réclamation d'indemnisations, et la défense contre les accusations de violation des droits de l'Homme. Les principes indiquent que chaque personne a le droit de savoir si son nom apparaît dans les archives de l'Etat et, le cas échéant, de contester la validité de l'information en soumettant à l'institution d'archives une déclaration qui sera communiquée par les archivistes avec le dossier contenant le nom de la personne chaque fois que celui-ci est demandé aux fins de recherche.

Les institutions d'archives obtiennent et conservent les preuves nécessaires pour protéger les droits de l'homme et s'opposer à leur violation dans les cas où des crimes graves ressortissant du droit international ont été commis. Les personnes désirant consulter des archives pour des raisons concernant les droits de l'homme ont accès aux archives intéressant ces recherches, même si elles ne sont pas communicables au grand public. Le droit d'accès à des fins de défense des droits de l'homme s'applique aux archives publiques et, dans la mesure du possible, aux archives privées.

L'Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité déclare clairement que l'État doit prendre des mesures spécifiques pour protéger le droit de savoir, dont l'un est que « l'État doit veiller à la préservation et à l'accès des archives concernant les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire ». Cela est clairement relié au droit à l'information pour les archives et les droits de l'homme.

Le droit de savoir ce que l'Etat a fait est fondamental, mais ce droit n'est pas sans coûts. Le cas le plus célèbre du droit de savoir et du désespoir de savoir est celui de Vera Wollenberger, une femme est-allemande qui a demandé à voir le dossier gardé sur elle par la Stasi, la police secrète de l'ancienne République démocratique allemande. Elle a découvert que son mari donnait des informations sur elle.

<http://www.nytimes.com/1992/04/12/magazine/east-germans-face-their-accusers.html>

Que l'État soit tenu de conserver des dossiers non gouvernementaux pour garantir ces droits est une question qui n'a pas encore été tranchée, mais le sens des responsabilités décrites dans *L'Ensemble de principes actualisé* suggère que si l'Etat sait que des dossiers gardés par des « mains » non gouvernementales font de la lumière sur des violations des droits de l'homme, il a également le devoir de les préserver.

Le *South African History Archive* (SAHA) a récemment publié *PAIA Unpacked*, un guide pour les avocats et les juristes qui utilisent la Promotion de la Loi d'accès à l'information nationale. La loi prévoit un droit d'accès à l'information à partir des documents des organismes privés (défini dans la Loi), qui « doit accorder l'accès du demandeur à un document si: le document est nécessaire pour l'exercice des droits ; le demandeur s'est conformé aux exigences procédurales de la Loi et l'accès n'a pas été refusé en vertu de l'un des motifs de refus ». Alors que le droit à l'accès aux documents d'un organisme privé est plus limité que le droit à l'accès aux documents d'un organisme public, le lien de l'accès à « l'exercice de tous les droits » relève carrément de l'intention à la fois des *Principes* de l'ONU et du Principe 6.

Le besoin d'accès est crucial tant pour les individus que pour les sociétés. Les personnes qui accèdent aux dossiers relatifs aux violations de leurs droits ou ceux de leurs proches peuvent vivre une expérience troublante, et les archivistes qui fournissent ce genre de services de référence pourraient trouver utile d'avoir une formation de base sur le traitement des situations où le soutien affectif est nécessaire. Aussi difficile que cela puisse être pour les personnes de regarder clairement un passé trouble, le coût pour la société de NE PAS regarder le passé collectif est encore plus grand. Comme les *Principes* des Nations unies le déclarent, les individus ont le droit de savoir, mais il y a un « devoir corollaire de mémoire, que l'Etat doit assumer, dans le but de se prémunir contre ces détournements de l'histoire qui ont pour nom révisionnisme et négationnisme; la connaissance de l'oppression qu'il a vécu fait partie d'un patrimoine national du peuple et en tant que tel doit être préservé ». Les archivistes ont le devoir d'assurer ces droits.

Commentaire. En lieu et place d'un commentaire ce mois-ci, veuillez lire les nouvelles importantes du Groupe de travail sur les Droits de l'Homme.

Nouvelles du Groupe de travail sur les Droits de l'homme. En juin 2014, le Groupe de travail sur les Droits de l'homme, avec l'approbation du Conseil exécutif de l'ICA, a publié sur le site de l'ICA un projet de document, *Principes de base relatifs au rôle des archivistes pour la défense des droits de l'homme*, consultable publiquement pendant six mois. Une séance publique sur le projet de 2014 a eu lieu à l'assemblée annuelle de l'ICA qui s'est tenue à Gérone, en Espagne.

En janvier 2015, 26 réponses ont été reçues: 12 réponses du monde des archives (2 institutions d'archives, 2 associations d'archives, 3 groupes d'archivistes, 7 archivistes et la section des associations professionnelles de l'ICA); 11 réponses des ONG dans les domaines de la liberté d'information, de la bonne gouvernance et des droits de l'homme; une réponse d'un professeur du gouvernement et une autre réponse d'une personne dont on n'a pas pu identifier l'appartenance. Au total, 136 propositions distinctes ont été faites. Elles varient énormément : par exemple, il a été suggéré que trop de confiance a été placée dans les instruments internationaux tandis que d'autres ont déclaré qu'il fallait référencer des instruments internationaux supplémentaires, y compris les régionaux. Parmi les suggestions répétées, il faudrait clarifier à qui le document est adressé, indiquer si les Principes sont des faits ou des objectifs, fournir des définitions des termes utilisés, et renforcer la terminologie à la fois dans le préambule et les principes. SPA et les associations ont recommandé d'élargir le texte aux gestionnaires de documents (records managers) et aux questions de gestion des documents. Plusieurs commentateurs étaient préoccupés par la langue utilisée dans les dispositions en matière de «dénonciation».

Le Groupe de travail s'est rencontré en janvier et, sur la base des commentaires, a décidé que les *Principes de base* nécessitaient une révision majeure. Pour chaque principe, nous avons ajouté un paragraphe précisant ce qu'il veut dire et quelle autorité internationale il sous-tend. Nous avons réduit d'un les Principes, réduit le nombre de sections de six à cinq, et révisé tout le langage, faisant des efforts particuliers afin de clarifier les dispositions sur les dénonciateurs et sur les archives déplacées. Nous avons ajouté deux annexes: une définition des termes utilisés dans les *Principes de base*, et une liste de traités internationaux, conventions, accords, opinions et matières connexes qui servent de base aux *Principes de base*. Nous avons envoyé ce projet (version 10) au Bureau exécutif pour examen à sa réunion d'avril, avec la suggestion que cette révision serait ensuite publiée pour une deuxième ronde de commentaires.

Le Bureau exécutif a renvoyé le projet au Groupe de travail en demandant de nouvelles modifications, particulièrement pour mieux intégrer la dimension de gestion des documents en coopération avec le nouveau groupe d'experts de l'ICA sur la question et afin d'examiner si les principes de base devraient également couvrir les "archives à risque". Le Groupe de travail a été invité à préparer une révision qui sera soumise pour discussion à la Commission du programme de l'ICA en septembre lors de l'assemblée annuelle qui se tiendra à Reykjavik. Les travaux de révision ont maintenant commencé.

Bien que la version actuelle ne soit pas affichée sur le site de l'ICA, elle est disponible en anglais, français et espagnol pour tous ceux qui voudraient faire des commentaires. Si vous avez déjà laissé un commenté, vous aurez envie de regarder les changements. Le

Groupe de travail apprécierait tout particulièrement des suggestions sur la langue afin d'intégrer les préoccupations de la gestion des documents, ainsi que pour savoir si les principes de base devraient discuter de la responsabilité de protéger les archives des risques de réchauffement de la planète, de la guerre ou de la déprédation. Pour de plus amples renseignements ou des exemplaires de la version actuelle (veuillez spécifier la langue), écrivez soit à archivesthp@aol.com ou giulia.barrera@beniculturali.it.

Nouvelles internationales.

Chambres africaines extraordinaires. Les Chambres ont fixé la date du 20 juillet pour commencer le procès d'Hissène Habré, l'ancien dictateur du Tchad. *L'International Justice Tribune* a rapporté que lors de l'enquête préliminaire de 19 mois "les juges d'instruction de la CAE ont entendu 2500 témoins potentiels au Tchad", créant une base énorme de documents de preuve avant même que le procès ne commence. <https://www.justicetribune.com/> No. 182.

Nations Unies. Le Bureau conjoint des droits de l'homme des Nations Unies (BCNUDH) a publié un rapport sur les violations du droit international humanitaire commises par les Forces démocratiques alliées (ADF) contre des civils dans la province du Nord-Kivu de la République démocratique du Congo entre le 1er octobre et le 31 décembre 2014. Le rapport est basé sur 13 missions d'enquête, des entretiens avec plus de 180 victimes, ainsi que des entrevues avec des "témoins directs et indirects", des autorités locales, des représentants de la société civile et des personnes travaillant pour des organisations humanitaires nationales et internationales. L'équipe du BCNUDH "a surveillé la détention de nombreuses personnes arrêtées" au Nord-Kivu et le leur transfert vers des centres de détention à Kinshasa. Le rapport a détaillé les attaques du FAD sur "35 villages, tuant au moins 237 civils, blessant au moins 47 autres civils, en séquestrant 20 et deux victimes d'abus sexuel", ainsi que du pillage et de la destruction de biens. <http://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/report-united-nations-joint-human-rights-office-international>

Le numéro d'avril des nouvelles HRWG a indiqué que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme a suspendu un membre du personnel qui a donné un rapport interne confidentiel aux autorités françaises sur l'allégation d'abus sexuel d'enfants par les troupes françaises de maintien de la paix en République centrafricaine. En mai, le tribunal des différends de l'ONU a ordonné au HCDH de lever la suspension "immédiatement", a rapporté *The Guardian*. http://www.theguardian.com/world/2015/may/06/un-suspension-of-sexual-abuse-report-whistleblower-is-unlawful-tribunal-rules?CMP=share_btn_gp

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Le Conseil norvégien pour les réfugiés et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont publié le *Panorama mondial 2015: personnes déplacées par le conflit et la violence*. Il a montré que "38 millions de personnes ont été déplacées par le conflit ou la violence, l'équivalent de la population totale de Londres, New York et Pékin combinée, ce qui représente une augmentation de 4,7 millions par rapport à 2013". Soixante pour cent des personnes nouvellement déplacées étaient en Irak, Sud Soudan, Syrie, République démocratique du Congo et Nigeria. Le rapport comprend une section informative sur les «défis» qu'il faut

relever pour estimer les mouvements de personnes. Il a noté que les données sur les naissances et décès étaient uniquement disponibles pour 11 des 60 pays qu'il recensait, et discuté des utilisations possibles de collecte d'informations données par les usagers, les fichiers d'appels et de messages envoyés par téléphone mobile pour estimer le nombre de personnes déplacées. <http://www.internal-displacement.org/assets/library/Media/201505-Global-Overview-2015/20150506-global-overview-2015-en.pdf>

À fin mai, le HCR a déclaré qu'il était "profondément préoccupé" par la "situation désespérée" face aux 180'000 Irakiens qui ont fui les combats à Ramadi depuis début avril. En plus de la chaleur, du manque d'abris, et des goulets d'étranglement aux points de contrôle, les "exigences onéreuses" pour la documentation ont créé des obstacles à la réinstallation. Les personnes de la province d'Anbar n'ont pas été autorisées à entrer dans les gouvernorats de Babylone et Kerbala, et les gens doivent avoir un "promoteur local" documenté pour entrer dans le gouvernorat de Bagdad.

http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=51001&utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=bbdc720eb1-Week_in_review_June_01_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-bbdc720eb1-93088897#.VWmFvdJViko

Monde/nouvelles générales.

Al-Quaïda. Les États-Unis continuent à remettre des documents saisis lors du raid de mai 2011 dans le complexe d'Oussama ben Laden au Pakistan, qui a conduit à la mort de Ben Laden. Publiés comme images des articles originaux et traduits en anglais, ce lot comprend 103 messages en provenance de ou adressés à Ben Laden, dont un daté de juillet 2010 exhortant Al-Quaïda au Yémen à réorienter ses activités se basant sur le gouvernement yéménite pour "se concentrer sur la frappe à l'intérieur de l'Amérique et à ses intérêts à l'étranger, en particulier les pays producteurs de pétrole", a rapporté *Reuters*. <http://in.reuters.com/article/2015/05/20/usa-security-binladen-idINKBN0051TK20150520>; pour les documents, voir <http://www.dni.gov/index.php/resources/bin-laden-bookshelf>

Migration. Des chercheurs de l'Université libre d'Amsterdam "ont étudié les registres de décès dans les pays d'Europe du Sud afin d'établir combien de migrants avaient été enregistrés comme mourants en transit", a rapporté *Reuters*. Les chercheurs ont déterminé que seulement 40% des corps retrouvés depuis 1990 ont été identifiés, et un professeur qui a travaillé sur l'étude "a exhorté les gouvernements européens à mettre en place un référentiel central des photographies de marques d'identification des médecins légistes, tels que les tatouages, pour aider la Croix-Rouge et les organisations similaires à identifier les morts". http://www.trust.org/item/20150512082527-dx20n?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+13515&utm_content=Weekly+Digest+13515+CID_9a59f2493b0960b8c8cbe07d787e3e20&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Many%20would-be%20migrants%20to%20EU%20die%20unrecorded%20study%20finds

Insuffisances de données. L'organisation non gouvernementale Save the Children a publié son rapport annuel de *l'Etat des mères dans le monde en 2015*. Il estime que 54% de la population mondiale vit dans les zones urbaines et 66% le feront en 2050. "En moyenne", dans les 10 pays les moins bien cotés, "une femme sur 30 meurt de causes liées à la grossesse, et un enfant sur huit meurt avant son cinquième anniversaire". "Dans la plupart des pays en développement étudiés, les enfants vivant dans les 20% de l'échelle socio-

économique la plus basse sont deux fois plus susceptibles de mourir que les enfants de la tranche de 20% la plus haute", a déclaré un fonctionnaire de Save the Children à *IPS News*, et le "manque de données rend difficile pour les organismes de bienfaisance comme Save the Children ou les gouvernements nationaux et municipaux d'accéder à ces communautés marginalisées." <http://www.ipsnews.net/2015/05/urban-slums-a-death-trap-for-poor-children>

Médicaments. Le médicament contre l'asthme Advair "a généré plus de 80 milliards de dollars de recettes mondiales pour son fabricant, GlaxoSmithKline, depuis son approbation aux États-Unis en 2000", a rapporté *ProPublica*. Cependant, la recherche sur "des documents précédemment non divulgués ou négligés" a suggéré "qu'un pourcentage significatif de patients atteints d'asthme" utilisent le médicament de manière "inappropriée" et risquent des réactions graves ou même la mort. La Food and Drug Administration des États-Unis a ordonné des essais de sécurité du médicament en 2011; Glaxo a déclaré que les résultats de ses études sur des adultes et des adolescents toxicomanes seront publiés cet automne et une étude pédiatrique séparée sera publiée en 2017. http://www.propublica.org/article/overuse-safety-questions-cloud-advair-ascent-to-asthma-blockbuster?utm_source=et&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter&utm_content=&utm_name=

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Argentine / États-Unis. L'Opération Condor était une alliance secrète entre les dictatures sud-américaines milieu et fin des années 1970 pour traquer et éliminer les ennemis de leurs régimes militaires. Un procès en cours en Argentine charge 25 officiers de haut rang, y compris les anciens présidents argentins Jorge Videla (décédé) et Reynaldo Bignone (âgé de 87), de complot pour "enlèvement, disparition, torture et assassinat" de 171 opposants aux régimes du Cône Sud, y compris environ 80 Uruguayens, 50 Argentins, 20 Chiliens et une douzaine d'autres personnes en provenance du Paraguay, de la Bolivie, du Pérou et de l'Équateur. Carlos Osorio, de la National Security Archive américaine non gouvernementale, a témoigné en mars, présentant une base de données Excel de 900 documents établis principalement à partir de sources du gouvernement américain et des Archives de la Terreur au Paraguay. Osorio a axé son témoignage sur les 100 dossiers déclassifiés américains que l'Archive a obtenus par la loi du Freedom of Information Act, principalement de la Central Intelligence Agency, Defense Intelligence Agency et du département d'Etat. L'Archive a posté les documents sur son site Internet. <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB514/>

Australie / Timor-Leste / États-Unis. En 2006, la Commission Vérité et Réconciliation du Timor oriental a publié son rapport, qui contenait des allégations selon lesquelles l'armée indonésienne a utilisé le napalm contre des civils timorais pendant l'occupation de 24 ans du Timor par l'Indonésie. Le napalm est un liquide inflammable utilisé lors des guerres; il a été interdit d'utilisation contre les civils dans le Protocole III de la Convention des Nations Unies sur certaines armes classiques, daté de 1980. Un professeur de l'Académie de la Force de défense australienne a déclaré qu'il a trouvé un rapport, datant de septembre 1983, du consul australien à Bali, en Indonésie, au consul à Jakarta disant qu'il avait été informé par un consul des États-Unis "qui avait vu des rapports de renseignement démontrant que les Indonésiens montaient des réservoirs de napalm dans

leurs avions F5 pour utilisation en Indonésie" et que l'Indonésie avait demandé aux États-Unis de l'aider à "monter des réservoirs de napalm" dans les avions. Le consul de Jakarta a confirmé cela avec l'ambassade américaine à Jakarta et a signalé au ministère des Affaires étrangères en novembre que "les États-Unis ont supposé que, compte tenu de la récente escalade militaire au Timor oriental, l'approche avait été faite en liaison avec le Timor oriental". (L'Australie a ratifié le Protocole III le 29 septembre 1983, mais les États-Unis ne l'ont ratifié qu'en 2009 ; l'Indonésie ne l'a jamais fait). Le professeur a déclaré à *The Age*, « Le gouvernement actuel devrait déclassifier tous les documents pertinents pour que la vérité éclate ».

<http://www.theage.com.au/national/australia-knew-about-indonesias-napalm-plans-in-timor-leste-20150508-ggwxod.html>

Bangladesh / Inde. Un héritage de la domination coloniale britannique a été réglé pacifiquement par le Bangladesh et l'Inde. Après l'indépendance, l'Inde a été séparée de ce qui est aujourd'hui le Bangladesh (Pakistan oriental), mais la frontière maladroitement dessinée a laissé "des dizaines de milliers de Bangladais" vivant dans 51 enclaves en Inde et des Indiens vivant dans 100 zones à l'intérieur du Bangladesh. *BBC News* a indiqué que dans ces enclaves "les résidents sont en effet apatrides et manquent d'accès aux services publics". Dans le cadre du nouvel accord, "plus de 50'000 villageois des deux côtés de la frontière auront la possibilité de choisir où ils veulent vivre et quelle nationalité ils préfèrent". Ensuite, les deux pays vont échanger le contrôle des zones de terres qui sont actuellement sur le territoire de l'autre et ajuster la carte de la frontière.

<http://www.bbc.com/news/world-asia-india-32642851>

Chine / Hong Kong / Philippines. Une femme de ménage philippine résidant à Hong Kong a publié des "photographies terribles des travailleurs domestiques brûlés et frappés pour souligner « l'esclavage moderne » qui, dit-elle, est depuis longtemps un secret honteux de la ville", a rapporté *Thomson Reuters Foundation*.

<http://www.trust.org/item/20150525220057-pihxn/?source=dpMostPopular>

Europe. *Science News* a rapporté que, en utilisant l'imagerie par satellite des incendies de forêt dans la région de Tchernobyl, en Ukraine, dans les années 2000 et les mesures de niveaux de radio-isotopes des terrains, des chercheurs de l'Université de Caroline du Sud ont constaté que "les incendies ont probablement propagé les radiations" imputés à la terrible catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986 et touchant une grande partie de l'Europe de l'Est, peut-être aussi loin que la Turquie, l'Italie et la Scandinavie. Une recherche antérieure a révélé que "l'activité microbienne réduite dans la zone" autour de Tchernobyl conduit à la décomposition plus lente que d'habitude de la matière végétale morte, fournissant ainsi plus de carburant pour les feux de forêt.

<http://www.sciencedaily.com/releases/2015/05/150521144042.htm>

Irlande / Royaume-Uni. Le 31 juillet 1975, un groupe irlandais rentrait chez lui à Dublin après des concerts en Irlande du Nord. Leur camionnette a été arrêté par des membres de l'Ulster Volunteer Force (UVF, un groupe paramilitaire); on les a forcé à sortir; l'UVF a essayé de mettre dans la camionnette une bombe qui a explosé prématurément, tuant les deux poseurs de bombes; trois des membres de la bande ont été tués par l'UVF. La veuve de Fran O'Toole, l'un des membres tués du groupe, a mis en poursuite le ministère britannique de la Défense pour le forcer à donner accès aux dossiers relatifs à l'affaire, qui sont conservés aux Archives nationales britanniques. Les Archives nationales ont

déclaré à *Irish News* que les dossiers sont "fermés parce qu'ils contiennent des informations personnelles qui ne pouvaient pas être rendues accessibles en vertu de la loi sur la protection des données du Freedom of Information Act".

<http://www.irishnews.com/news/miami-showband-widow-takes-legal-action-over-mod-documents-refusal-1453943>

Israël / Palestine. Briser le Silence, une organisation non gouvernementale israélienne fondée en 2002 "pour documenter les activités de l'armée israélienne dans les territoires occupés", a publié un rapport sur la guerre de Gaza entre Israël et la Palestine en 2014. Intitulé "Voilà comment nous avons combattu dans la bande de Gaza", le rapport comprend des extraits anonymes de 111 «témoignages» de 60 soldats israéliens et d'officiers qui ont participé à la guerre. Le chef de l'Observateur pour les droits de l'homme Euro-Mid a déclaré à *Al-Monitor*, "Les témoignages de l'organisation Briser le Silence prouvent que l'armée israélienne a commis des crimes de guerre à Gaza". L'armée israélienne a déclaré qu'elle était impliquée dans "une enquête interne sur des plaintes déposées par les Palestiniens et les organisations des droits humains sur le comportement de ses forces pendant la guerre" et s'est plainte que Breaking the Silence "a refusé de lui fournir l'accès aux témoignages". http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/05/gaza-war-israel-breaking-the-silence-testimonies-violations.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=23d3eaa5b8-May_18_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-23d3eaa5b8-93088897 pour le rapport, voir <http://www.breakingthesilence.org.il/pdf/ProtectiveEdge.pdf>

Toujours en mai, Amnesty International a publié un rapport intitulé "Strangling Necks (strangulations): Enlèvements, torture et résumé des meurtres de Palestiniens par les forces du Hamas au cours du conflit Gaza / Israël de 2014". Il a conclu que "les forces militaires israéliennes ont commis des crimes de guerre et d'autres graves violations du droit international lors de l'Opération de protection Edge"(le nom de code de 50 jours d'offensive militaire israélienne contre Gaza en juillet et août 2014). Amnesty a déclaré qu'il n'a pas été autorisé à envoyer une délégation à Gaza depuis le début du conflit et donc "a dû effectuer des recherches pour ce rapport à distance, soutenu par un agent de terrain basé à Gaza". L'organisation a interrogé "d'anciens détenus, des familles de prisonniers, des témoins d'exactions, des militants des droits humains, des journalistes et d'autres personnes" et "a examiné des rapports et analysés des documents de procédures judiciaires, des rapports médicaux, des certificats de décès de prisonniers, des déclarations publiques émises par le Hamas et les groupes palestiniens à Gaza, ainsi que les rapports des médias et autres documents émis par les agences de l'ONU, les ONG palestiniennes et israéliennes". <https://www.amnesty.org/en/documents/mde21/1643/2015/en/>; pour le Hamas, voir http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/06/palestine-gaza-hamas-israel-amnesty-international-report.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=c986231377-June_04_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-c986231377-93088897

Liberia / États-Unis. En octobre 1992, cinq nonnes catholiques américaines ont été tuées lors d'un assaut sur Monrovia, la capitale du Libéria, par l'armée de Charles Taylor. L'assaut a été lancé à partir de la plantation de caoutchouc de la société de pneus Firestone, une société américaine. Le Federal Bureau of Investigation (FBI) a enquêté, mais personne n'a été arrêté. *ProPublica* et *PBS Frontline* ont demandé au FBI une copie du dossier sur l'affaire, mais le FBI rejeté la demande, affirmant que le dossier sera utilisé pour une "procédure d'application de la loi en cours ou prospective."

http://www.propublica.org/article/unsolved-killing-of-american-nuns-in-liberia-an-open-case-again?utm_source=et&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter&utm_content=&utm_name=

Moyen-Orient et Afrique du Nord. Lors d'une conférence ministérielle au Caire, les gouvernements de l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Soudan et le Sultanat d'Oman ont publié une déclaration sur "la menace persistante pour notre bien-être économique, culturel et pour la sécurité nationale qu'est le pillage d'antiquités, le trafic et la destruction par des réseaux criminels et des groupes extrémistes de notre patrimoine culturel qui est soit enregistré, non enregistré ou immergé". Les gouvernements ont convenu de suivre six étapes, incluant l'établissement d'une "Cultural Racketeering Task Force composé d'un représentant de haut niveau de chaque pays" et d'un comité consultatif international. Bien que clairement axée sur l'art et l'architecture, la Déclaration pourrait également couvrir le patrimoine documentaire. <http://www.mei.edu/sites/default/files/publications/CairoDeclaration.pdf>

Asie Du Sud Est. Human Rights Watch a publié un rapport, "Déni des droits l'homme en Birmanie, traite au Bangladesh et voyages dangereux en mer", sur les milliers de demandeurs d'asile et de migrants Rohingya en provenance du Myanmar et du Bangladesh qui sont arrivés ce printemps en Thaïlande, en Malaisie et en Indonésie. Il comprend des extraits d'entrevues avec des réfugiés et avec des responsables gouvernementaux. Il note que le recensement de la population de 2014 menée par le gouvernement du Myanmar n'a pas compté les personnes qui se sont identifiées comme Rohingya (qui constituent la majorité des réfugiés) et en 2015 le gouvernement «a dépouillé les Rohingyas du droit de détenir des cartes d'identité temporaires». «Plus de 400'000 Rohingyas ont renoncé à leur carte avant la date limite du 31 mai, le gouvernement promettant d'émettre à l'avenir une pièce d'identité si les Rohingyas s'auto-identifient comme «bengali »,et non pas comme Rohingya ». Pour voir le contexte, *Nouvelles HRWG 2015-02* <http://www.hrw.org/news/2015/05/27/southeast-asia-accounts-rohingya-boat-people>

Ouganda / États-Unis. Selon un communiqué de la police de juillet 2012, une petite fille ayant été abandonnée dans un salon de coiffure à Kampala, la police l'a envoyée dans un orphelinat catholique. Après une année au cours de laquelle l'orphelinat a passé des annonces cherchant la famille "à la radio et dans les journaux", l'enfant a été mis en adoption par une agence d'adoption, qui a déclaré à la *Thomson Reuters Foundation* "qu'elle avait demandé à une société locale de médias d'enquêter sur les antécédents de l'enfant", mais a échoué à retrouver les parents. Un couple américain a décidé d'adopter la petite fille, et en novembre 2013, ils se sont rendu à la Haute Cour de Kampala pour obtenir la tutelle légale, la demande d'adoption inter-pays ayant été considérée. La femme qui avait amené l'enfant à la police a comparu à l'audience et a dit à la cour qu'elle connaissait la mère. Le tribunal a ordonné des tests ADN sur l'enfant et la mère "qui ont confirmé leur relation" et la petite fille a été rendue à sa mère. Malgré toute la documentation apparente de la police, de l'orphelinat, de la société de médias, et de l'agence d'adoption, un enfant a failli être adopté trompeusement. <http://www.trust.org/item/20150529030121-345qe/?source=dpMostPopular>

Royaume-Uni / anciennes colonies. Le Foreign and Commonwealth Office (FCO) britannique a encore localisé une autre nouvelle cache pour les documents du gouvernement de l'époque coloniale, a rapporté *VICE News*. Elle contient des boîtes de documents du "Département du renseignement et de la sécurité" et de nombreux registres

de documents qui "contiennent souvent des dossiers de correspondance du Colonial Office, de brefs détails sur les fichiers du Colonial Office, et des résumés de toutes les mesures prises dans ces dossiers". Un archiviste a fait remarquer à *VICE News* que les registres "pourrait également fournir des preuves de l'existence de documents de l'époque coloniale que le gouvernement britannique a depuis longtemps détruits." Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG News* 2014-09. <https://news.vice.com/article/exclusive-the-uk-has-just-unearthed-new-top-secret-colonial-era-government-files>

Royaume-Uni / Irlande du Nord / Etats-Unis. Lors d'une étape additionnelle dans la longue controverse concernant l'accès de la police aux entretiens d'histoire orale avec d'anciens combattants dans les conflits en Irlande du Nord, conservé au Boston College, la Cour suprême de Londres a refusé d'entendre l'appel interjeté par Winston Rea, un ancien prisonnier loyaliste qui voulait empêcher la police d'accéder à son interview. Ayant épuisé toutes ses options au Royaume-Uni, les avocats de Rea ont eu deux semaines pour déposer une demande "d'audience d'urgence" à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), a rapporté *l'Irish Times*. Début juin, la CEDH "a refusé d'accorder une interdiction provisoire," a signalé *BBC News*, et le Service de police d'Irlande du Nord a eu accès à ces bandes. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2015-02. <http://www.irishtimes.com/news/crime-and-law/court-refuses-to-hear-winkie-rea-s-appeal-over-boston-tapes-1.2218168> ; <http://www.irishtimes.com/news/crime-and-law/ex-loyalist-prisoner-seeks-emergency-hearing-to-block-boston-tapes-1.2221052> ; <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-33017930>

Nouvelles nationales.

Albanie. Le Parlement albanais a adopté une loi "d'ouverture des dossiers de la police secrète de l'époque communiste à des gens qui ont été espionnés" ainsi qu'à des "anciens collaborateurs du régime", a rapporté *BBC News*. <http://www.bbc.com/news/world-europe-32552372>

Bulgarie. Le ministre de la défense de la Bulgarie a annoncé que ses archives du renseignement militaire de l'époque communiste seront désormais ouvertes à la recherche. Toutefois, le président de la Commission civile a déclaré que les noms des agents étrangers resteront secrets, a rapporté *Agence France-Presse*. <http://www.globalpost.com/article/6562655/2015/05/27/bulgaria-opens-communist-era-military-archives>

Canada. Les avocats de l'Assemblée des Premières nations et des neuf survivants du pensionnat Bishop Horden Indian ont mis en poursuite le ministère fédéral des Affaires autochtones pour avoir refusé de "vérifier les archives de la GRC [Gendarmerie royale du Canada] et le ministère de la Santé concernant les accusations criminelles présumées" qui étaient portées contre d'anciens membres du personnel de l'école "pour corroborer les réclamations pour sévices". Le ministère a cherché dans ses propres dossiers, mais pas dans les archives d'autres organismes, a rapporté *Timmins Press*. <http://www.timminspress.com/2015/05/25/school-survivors-recall-arrests>

Un examen de "gestion de la qualité" de 996 dossiers traités entre le 1er novembre et le 6 décembre 2013 au Centre de Citoyenneté et d'immigration de Vegreville, en Alberta, Canada a recensé des "problèmes d'erreur humaine dans 617 lettres de demande" envoyées aux personnes qui demandent la résidence permanente, a rapporté le *Toronto*

Star. Un deuxième examen de 426 dossiers a trouvé "que des décisions étaient en attente pour 149 d'entre eux, en raison d'erreurs commises par les décideurs à un stade précoce." <http://www.thestar.com/news/insight/2015/05/30/immigration-canada-snafus-causing-a-lot-of-misery.html>

La longue lutte concernant la suppression des données du registre des armes d'épaule continue, avec la déposition d'un projet de loi au Parlement pour bloquer "l'accès à toute l'information sur la façon dont le registre des armes d'épaule a été détruit» et pour «bloquer la publication ultérieure d'une copie expurgée du registre", a rapporté *Global News*, qui a déclaré posséder une copie "très expurgée" des données du registre des armes d'épaule et "des explications techniques du RCMP de la façon dont la suppression a été effectuée." Pour voir le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2013-09*. <http://globalnews.ca/news/1993384/bill-casts-veil-of-secrecy-over-long-gun-registrars-destruction/>

Chine. Les Deuxièmes Archives historiques de Chine ont numérisé 200'000 fichiers "contenant l'enregistrement des soldats tués" dans les campagnes anti-japonaises de la Seconde Guerre mondiale, incluant le "nom, la troupe, et le lieu et l'heure de la mort", et les a affichés en ligne. <http://www.ecns.cn/2015/05-13/165149.shtml>

Colombie. Aux pourparlers de paix à La Havane, Cuba, entre le gouvernement de la Colombie et le groupe de guérilla des FARC, les délégués des FARC ont proposé de créer une commission de vérité qui "n'a pas de compétence judiciaire, mais serait en mesure d'accéder à des documents secrets de l'Etat", a rapporté *teleSUR*. <http://www.telesurtv.net/english/news/Colombia-Peace-Talks-Resume-with-Focus-on-Conflicts-Victims-20150503-0017.html>

Croatie. Six hommes sont en procès, accusés d'avoir tué 13 civils dans le village de Sotin en 1991. L'ancien chef du village, Mirko Opacic, est l'un des hommes jugés; il est accusé d'avoir convoqué une réunion pour décider qui serait abattu le lendemain. Un témoin a déclaré qu'Opacic était présent à la réunion, mais n'a pas donné des ordres pour la tuerie ou fait une liste de qui doit être expulsé ou tué: le témoin a cependant déclaré, "Il y avait une liste, mais Zarko [Milosevic, un autre homme en procès] était celui qui traçait les personnes sur le papier". http://www.balkaninsight.com/en/article/witness-claims-there-was-no-mass-expulsion-of-croats?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=d5681548c1-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-d5681548c1-311109073

Chypre. Aux négociations de réunification modérées par les Nations Unies, le président chypriote grec (République de Chypre) a donné au président chypriote turc "les coordonnées de 28 champs de mines qui parsèment une chaîne de montagnes dans le nord" et le président chypriote turc a annoncé que les personnes traversant dans le secteur turc aux points de contrôle ne seront plus obligés de remplir un formulaire de visa, a rapporté le *Daily Sabah*. La révélation des champs de mines n'a peut-être pas été aussi importante que ce qu'il semblait. Le journal chypriote turc *Kibris* a rapporté que, en 1974, l'Organisation de résistance turque a intercepté un message militaire chypriote grec qui transmettait "les coordonnées des zones où existaient des champs de mines et des passages" entre eux, a réussi à les décoder, et quand l'armée turque a envahi, elle a utilisé les informations pour éviter les mines, puis les nettoyer. <http://www.dailysabah.com/politics/2015/05/15/reunification-talks-on-divided-cyprus-resume-with-high-hopes> ; <http://www.hri.org/news/cyprus/tcpr/2015/15-05-25.tcpr.html#05>

Egypte. Le ministère de la Santé a publié des données à partir d'une enquête qu'il a effectué sur des femmes entre 15 et 49 ans qui a révélé "qu'à peu près 92 pour cent des femmes égyptiennes qui ont été mariées ont subi des mutilations génitales", a rapporté l'*International Business Times*, ajoutant que le nombre "est alarmant étant donné que la pratique a été criminalisée en Egypte en 2008" et que la majorité des femmes ont subi cette mutilation quand elles avaient entre neuf et 12 ans.

<http://www.ibtimes.com/female-genital-mutilation-egypt-has-affected-92-percent-married-women-1917516>

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a publié un rapport sur les violences sexuelles par les forces de sécurité en Egypte. Utilisant des entrevues menées à fin de 2014, avec des ONG des droits humains, des avocats et des victimes, des témoignages cités dans les rapports des médias, et des "rapports de violence sexuelle publiés en ligne dans des vidéos et des témoignages", la FIDH a déclaré que la violence sexuelle "vise indistinctement les personnes arrêtées par les forces de sécurité". Le rapport note que seule une "poignée" de plaintes pour violence sexuelle ont été déposées auprès de la police, "par peur de scandale" ; lorsque certains cas ont été signalés à la police, elle n'a pas enregistré les déclarations faites, et quand les enfants sont détenus, "dans de nombreux cas, l'âge de ces détenus n'est pas enregistré ou falsifié de telle sorte que les policiers ne sont pas accusés de détenir des enfants avec des adultes". Il est clair que les archives de la police sur l'étendue et la nature de la violence ne sont pas dignes de confiance; Toutefois, "de nombreux témoignages signalent que les policiers filment les détenus, en particulier pendant les raids contre les minorités sexuelles. Des dizaines de fuites, comprenant des photos, des vidéos et même dans certains cas la pleine identité de l'accusé, ont été publiés dans les médias. . . Ces fuites alimentent le discours des médias condamnant la "décadence" post-révolutionnaire et proclamant un besoin d'ordre".

https://www.fidh.org/IMG/pdf/egypt_report.pdf

Le Salvador. Le médiateur national a exhorté le gouvernement à rouvrir l'enquête de 1980 sur l'assassinat de l'archevêque Oscar Romero, en déclarant que "l'impunité pour les tueurs - dans lequel le système de justice salvadorienne a été «complice» - ne doit plus l'emporter", a rapporté *EFE Fox News Latino*. L'affaire a été close en 1993; le dossier serait étayé par les archives de la Commission de vérité d'El Salvador (maintenant conservées aux Archives des Nations Unies à New York, avec aucun accès public), le rapport de 2000 sur l'affaire par la Commission interaméricaine des droits de l'homme et les dossiers de la poursuite civile déposée à la U.S. District Court for the Eastern District of California qui, en 2004, a révélé l'un des architectes de l'assassinat coupable (l'homme vivait en Californie à l'époque, il est entré dans la clandestinité et demeure un fugitif). Romero a été béatifié par le pape François en mai.

<http://latino.foxnews.com/latino/politics/2015/05/21/no-more-impunity-for-romero-murder-says-el-salvador-prosecutor/>

France. L'organisation non gouvernementale Calais Migrant Solidarité a déposé une vidéo sur son site Internet montrant la police, près du port français de Calais au nord, "éjectant violemment des migrants provenant de camions et, apparemment, les pulvérisant avec des gaz lacrymogènes", a rapporté *l'Agence France-Presse*. La police française a déclaré qu'elle enquête et le procureur régional a déclaré qu'il avait "convoqué l'organisme de contrôle interne de la police concernant les images."

<http://www.thelocal.fr/20150512/police-violence-filmed-in-calais-migrants>

Inde. On appelle mutation le changement légal de titre quand une propriété est vendue ou transférée; le nouveau propriétaire est enregistré dans les archives du ministère de l'impôt foncier, ce qui permet au gouvernement de percevoir la taxe foncière du propriétaire approprié. A Kolkata, a rapporté le *Times of India*, "des centaines de fiches [mutation] se sont accumulées". Un membre du personnel de la Kolkata Municipal Corporation a déclaré, "Il n'y a pas moins de 1000 fiches qui ramassent de la poussière ces trois derniers années". Les propriétaires qui veulent corriger un titre de propriété, ajouter ou supprimer des noms d'héritiers, et effectuer d'autres transferts sont frustrés parce qu'on leur dit que les fiches sont manquantes ou que le ministère n'a aucune trace du bien foncier.

<http://timesofindia.indiatimes.com/city/kolkata/Mutation-files-gather-dust-at-KMC-counter/articleshow/47451107.cms>

Israël. Dans la catégorie de « ce que vous voyez n'est pas toujours ce que vous obtenez », *Yomleyom*, un journal hebdomadaire ultra-orthodoxe dirigé par le parti politique du Shas, a effacé les trois femmes ministres de la photo de groupe du nouveau cabinet Benjamin Netanyahu. Voir *NBC News* pour les deux versions de la photographie.

http://www.nbcnews.com/news/world/ultra-orthodox-israeli-press-edits-out-female-lawmakers-photograph-n362571?mkt_tok=3RkMMJWWfF9wsRonuKnKc%2B%2FhmjTEU5z17u0kUKCg38431UFwdcjKPmjr1YIERctiI%2BSLDwEYGIv6SgFSLHMMa12z7gLXxI%3D

Côte D'ivoire. Le président a alloué 10 milliards de francs CFA (€ 15,25 millions) à la Commission pour la réconciliation et l'indemnisation des victimes afin d'offrir des réparations individuelles et collectives aux victimes de la crise post-électorale de 2011 qui a tué plus de 3000 personnes et conduit au départ du président Laurent Gbagbo. Le ministère de la Solidarité a également un budget distinct pour les besoins des victimes; *l'International Justice Tribune* a rapporté que le ministère a reçu plus de 71'000 demandes des victimes, dont 7000 ont été approuvées à ce jour.

<https://www.justicetribune.com/> No. 181.

Kirghizistan. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les gouvernements du Japon et du Kirghizistan automatisent actuellement l'enregistrement et le processus d'identification des électeurs pour le cycle électoral du Kirghizistan de 2015-2017. La technologie électronique utilise des données biométriques collectées par le Service d'enregistrement de l'Etat pour authentifier les électeurs à leur arrivée au bureau de scrutin et pour afficher les noms et les photographies des électeurs pour le personnel s'occupant du scrutin, les représentants des partis et les observateurs électoraux pour être sûr que c'est la bonne personne qui vote. Dans le cadre du projet, le Service d'enregistrement d'Etat et la Commission électorale centrale seront équipés de technologie électronique d'identification des électeurs (EVID).

<http://www.ug.undp.org/content/undp/en/home/presscenter/pressreleases/2015/05/20/japan-and-undp-will-help-automate-voter-identification-process-in-the-upcoming-elections-in-kyrgyzstan.html>

Lettonie. Les dossiers restants du KGB en Lettonie sont accessibles (certaines archives ont été ramenées à Moscou lors de l'effondrement de l'URSS en 1991), mais les noms des agents du KGB sont codés. Le fichier – 4'300 cartes - avec les noms est fermé. Le dernier chef du KGB en Lettonie a déclaré à la *BBC News* que l'ouverture du fichier de cartes "écartèlerait la société lettone." <http://www.bbc.com/news/world-europe-32788317>

Macédoine. La publication continue des extraits de bandes enregistrées des conversations téléphoniques de personnalités politiques secoue le gouvernement, a rapporté le *New*

York Times. Le parti politique de l'opposition déclare que les enregistrements "de 670'000 conversations de plus de 20'000 numéros de téléphone enregistrés secrètement par le gouvernement entre 2007 et 2013" leur ont été divulgués "par des fonctionnaires patriotes." Dans une des bandes, le chef de la police secrète "parle joyeusement d'une opposante politique violée en prison". Des journalistes, des religieux, des militants, des diplomates étrangers et des hauts fonctionnaires du gouvernement ont été enregistrés. Le gouvernement n'a pas nié que les bandes étaient authentiques, mais fait valoir que "certaines ont été prises hors contexte et sévèrement modifiées" et ont été faites à la demande d'un service de renseignement étranger pour renverser le gouvernement. Le gouvernement a arrêté six personnes, dont un ancien chef des services secrets, et les a accusés de la fabrication et de la fuite des bandes. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2015-02*.

http://www.nytimes.com/2015/05/15/world/europe/tiny-macedonia-confronts-a-supersize-scandal.html?_r=0

Népal. Après le tremblement de terre massif, le gouvernement a mis en place une compensation pour ceux qui ont perdu des membres de leur famille et ceux dont les maisons sont détruites et ne peuvent pas être reconstruites. Toutefois, *The Times of India* a rapporté que la "compensation dispensée par le gouvernement est soumise à l'apport de documents. La conséquence est que la plupart des villageois ayant eu leurs maisons détruites, les documents ont également disparus. Beaucoup de familles qui ont perdu leurs hommes n'ont aucune idée de l'existence de documents. Le résultat est que la plupart [de la caisse de compensation] n'est pas utilisée". <http://timesofindia.indiatimes.com/world/south-asia/Papers-lost-earthquake-victims-unable-to-claim-relief/articleshow/47169007.cms>

Pérou. Le Pérou a rouvert une enquête criminelle contre l'ex-président Alberto Fujimori "sur des accusations que lui et trois de ses anciens collaborateurs ont conduit en 1990 un programme du gouvernement qui stérilisait de force des milliers de femmes autochtones pauvres", a rapporté *l'Associated Press*. Une enquête précédente avait pris fin lorsque les juges avaient déclaré qu'il n'y avait "pas suffisamment de preuves pour démontrer que les femmes avaient été systématiquement forcées à avoir des stérilisations." Pour le contexte, voir les *Nouvelles HWG 2014-02*.

<http://fusion.net/story/134662/peru-reopens-investigation-into-mass-sterilization-program/>

Roumanie. Ioan Ficior, qui commandait le camp de travail Periprava dans le sud de la Roumanie entre 1958 et 1963, est en procès, accusé de crimes contre l'humanité pour avoir soumis les prisonniers à un "traitement inhumain" et causant la mort de 103 détenus. Selon *l'International Justice Tribune*, "des rapports médicaux contemporains officiels" ont été cités dans l'acte d'accusation, démontrant que les détenus sont morts de malnutrition et d'eau contaminée et "un rapport officiel de la direction de la prison dans les années 1960 a établi que Ficior a délivré des "sanctions excessives". La Roumanie exhume actuellement des corps de ce que l'on croit être un cimetière pour les victimes des camps, et l'ADN obtenu à partir des restes "seront enregistrés dans une base de données qui vise à mettre en correspondance l'ADN des victimes avec des échantillons fournis par leur parenté." <https://www.justicetribune.com/> No. 183

Russie. "Le président Vladimir Poutine a signé un décret faisant de toutes les pertes subies par l'armée russe lors d'opérations spéciales en temps de paix, un secret d'Etat", a rapporté *RT*. Les décrets ont aussi "classifié les informations sur les personnes que les

services spéciaux russes étudient comme candidats possibles pour le travail d'agents." La divulgation de ces informations peut être punie d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à sept ans. <http://rt.com/politics/262785-russia-secret-military-casualties/>

Utilisant les "tables des matières, notes manuscrites, documentation" trouvées dans les papiers de Boris Nemtsov après qu'il a été assassiné en février et des souvenirs de leurs conversations avec lui, ses collègues ont assemblé un rapport sur la mort de 220 soldats russes dans des combats au sud de l'Ukraine. Le rapport est disponible en russe ou en anglais à <http://www.4freerussia.org/putin.war/>

Arabie Saoudite. Le ministère saoudien de la Justice "a déclaré que le taux de crimes violents commis par des femmes" cette année est au même niveau qu'en 2014, a rapporté le *Saudi Gazette*. "Les tribunaux ont déclaré" que dans les quatre premiers mois de 2015, 278 femmes saoudiennes et 82 femmes non-saoudiennes ont été impliquées dans des cas d'agression physique (par rapport à 9'441 cas d'agressions commises par les hommes), et 212 femmes saoudiennes et 30 femmes non-saoudiennes ont été jugées pour blasphème. Le ministère a également publié des statistiques montrant une augmentation des cas de "khula", qui est "un divorce à l'insistance de la femme dans lequel elle doit retourner sa dot et payer à son mari une certaine somme d'argent pour couvrir tout ce qu'il a dépensé pour elle pendant la durée du mariage". L'année dernière, 2'033 cas ont été dénombrés. <http://english.alarabiya.net/en/perspective/features/2015/05/11/>; <http://english.alarabiya.net/en/perspective/features/2015/05/30/>

Serbie. En février 2013, le chef de l'armée serbe a déposé plainte contre le Humanitarian Law Center (HLC) et son fondateur Natasha Kandic, affirmant que son "honneur et sa réputation ont été lésés" par le rapport HLC 2012 qui allègue qu'il a été impliqué dans des crimes de guerre. Lors d'une audience en mai dernier, Kandic a expliqué la documentation utilisée pour produire le rapport. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HWG 2012-03*. http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-s-kandic-backs-up-hlc-s-allegations-on-serbian-army-chief?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=c02c60dc6d-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-c02c60dc6d-311109073

Afrique Du Sud. Prenant la parole lors d'un séminaire pour marquer la Semaine nationale des Archives, un professeur recherchant les enfants sud-africains nés avec des malformations graves parce que leurs mères avaient pris de la thalidomide pendant leur grossesse a déclaré que sa recherche et celle des autres, qui essaient de "tenir le fabricant du médicament pour responsable", est entravée par la mauvaise tenue des archives. "Sans un guide pour m'aider à détricoter les dossiers enchevêtrés des importations, exportations, marques, brevets sur les médicaments et aussi des hôpitaux qui auraient enregistré une augmentation spectaculaire du nombre de naissance de bébés handicapés, je patauge en essayant de résoudre cette énigme", a-t-elle déclaré. Elle a plaidé pour une meilleure tenue des archives et un soutien pour le travail des National Archives and Records Service. <http://www.iol.co.za/dailynews/news/victims-stymied-by-poor-record-keeping-1.1859202>

Sri Lanka. Le président a annoncé qu'une enquête interne de violations présumées des droits de l'homme pendant les dernières étapes de la guerre du gouvernement contre les Tigres tamouls débutera en juin, a rapporté *The Economic Times*. L'ancien chef d'état-major a dit qu'il allait "accueillir" une enquête sur les crimes de guerre, même si *The*

Guardian a noté que "des images choquantes de la fin de la guerre" ont suggéré que "de très nombreux crimes" ont été commis par les forces sous son commandement. Un rapport publié par un groupe d'experts des Nations Unies a rassemblé des preuves qui pourraient être utilisées dans une nouvelle enquête.

<http://www.theguardian.com/world/2015/may/27/former-sri-lanka-army-chief-says-he-would-welcome-war-investigation>

Syrie. L'organisation non gouvernementale Handicap International a publié un rapport estimant que "environ 5,1 millions de Syriens vivent dans des zones à haut risque contenant des armes explosives, dont certaines n'ont pas explosé, et ainsi constituent une menace mortelle pour les années à venir." Le rapport est basé sur les données obtenues à partir de plusieurs organisations, y compris "les services d'action antimines des Nations Unies et Human Rights Watch", sur environ 78'000 incidents violents en Syrie entre décembre 2012 et mars 2015. Le rapport détaille la méthodologie utilisée pour ce "plan de la fréquence et de la gravité des incidents." http://www.handicap-international.us/new_report_explosive_weapons_in_syria_a_time_bomb_in_the_making

"Une opération de trois ans pour faire passer en contrebande les documents officiels hors de la Syrie a produit suffisamment de preuves pour inculper le président Bachar al-Assad et 24 membres dirigeants de son régime", a déclaré la Commission pour la justice internationale et de la responsabilité au *Guardian*. La Commission, une organisation indépendante d'enquêteurs et d'experts juridiques sur les crimes de guerre et du droit humanitaire, a accumulé "un demi-million de pages de commandes et les rapports envoyés le long de la chaîne de commandement," et a "une équipe d'enquêteurs dans chaque gouvernorat, qui ont cherché à recueillir des documents de militaires, de sécurité et d'agences de renseignement du régime, généralement après que les bâtiments gouvernementaux ont été abandonnés ou saisis par les combattants de l'opposition. "La Commission a interrogé environ 400 personnes. Son enquête sur les crimes de guerre commis par "des groupes extrémistes de l'opposition repose davantage sur des témoignages internes ainsi que sur l'analyse des documents accessibles au public, incluant la propagande et les vidéos de témoins, dont plus de 470'000 ont été téléchargées et archivées" par la Commission. <http://www.theguardian.com/world/2015/may/12/smuggled-syrian-documents-indict-assad-investigators>; <http://www.theguardian.com/world/2015/may/12/syria-truth-smugglers-bashar-al-assad-war-crimes>

Tunisie. Pendant les quelques mois que la Commission de Vérité et Dignité a travaillé, environ 12'000 victimes ont déjà soumis leurs documents concernant des décennies de cruauté de la police, de violence et de viol. Le *New York Times* a rapporté que lors des précédents régimes "des centaines de femmes ont été détenues et interrogées sans processus formel, et manquent donc de preuve documentaire de leurs expériences". Toutefois, une femme a expliqué que même après la libération d'anciens prisonniers, ils étaient "obligés d'aller se présenter à un poste de police deux ou trois fois par jour", ce qui aurait créé un registre. La gestion de ce flux de témoignages et de preuves est une tâche importante pour la Commission. http://www.nytimes.com/2015/05/29/world/africa/women-in-tunisia-tell-of-decades-of-police-cruelty-violence-and-rape.html?mkt_tok=3RkMMJWWfF9wsRonuKnKc%2B%2FhmjTEU5z17u0kUKCg38431UFwdcjKPmjr1YIERcti%2BSDLdWEGJlv6SgFSLHMMa12z7gLXXl%3D&_r=0

Le chef de la Commission a annoncé qu'un accord avait été conclu avec le président pour permettre à la Commission d'avoir accès aux archives présidentielles et que la Commission a déjà

reçu 12'700 fichiers. Pour voir le contexte, lire les *Nouvelles HRWG 2015-01*.
<http://www.africanmanager.com/186558.html>

Royaume-Uni. La police britannique qui enquête sur les allégations historiques d'abus sexuels des enfants a déclaré que les actions de 1'422 personnes sont examinées, dont 135 sont des personnes des médias, 76 des hommes politiques au niveau local ou national, 43 de l'industrie de la musique et 7 du "monde du sport", a rapporté *Reuters*, et 216 sont morts. L'officier de police menant l'enquête a déclaré que "666 des accusés qui font l'objet d'une enquête sont soupçonnés d'avoir effectué des abus dans les institutions, incluant des écoles, des foyers d'enfants, et des institutions religieuses."
<http://in.reuters.com/article/2015/05/20/britain-abuse-idINKBN0051UK20150520>

États Unis. *Human Rights Watch* (HRW) a publié un rapport, "Insensible et cruel: utilisation de la force contre les détenus handicapés mentaux dans les prisons des États-Unis", qui a conclu que les membres du personnel des prisons et pénitenciers "ont utilisé de la force inutile, excessive, et même malveillante." Pour préparer le rapport, HRW "a examiné des centaines de cas de justice individuelle et de groupe et des enquêtes du ministère de la Justice, et a interrogé plus de 125 fonctionnaires actuels et anciens de la correctionnelle, a eu recours à des experts de la force, à des psychiatres, et aux défenseurs des prisonniers". HRW a noté "qu'aucunes données nationales ne sont disponibles" sur l'utilisation de la force contre les détenus souffrant de troubles mentaux, un problème important depuis que HRW estime qu'un détenu sur cinq aux États-Unis a une maladie mentale grave. <http://www.hrw.org/node/134861>

Poussé par le *New York Times*, l'armée a déclassifié et publié un rapport sur l'exposition chimique des troupes qui ont déménagé des barils de liquide qui coulait d'un entrepôt de la Garde Républicaine irakienne au Camp Taji, en Irak, en 2003. Le rapport d'enquête de deux pages du site déclare "qu'après que les échantillons liquides ont été testés ", le composé a été identifié comme un "produit chimique cancérigène et toxique". Plus de 20 soldats impliqués dans le déménagement ont été hospitalisés, et plusieurs d'entre eux ont eu des problèmes de santé continus qui peuvent être liés aux barils. A l'époque, un jeune officier "a créé un document non classé" qui résume ce qui s'est passé à l'entrepôt; plus tard, l'un des soldats tombés malades a utilisé ce document et des photographies de l'entrepôt pour déposer une demande de dossiers de l'Armée concernant l'entrepôt, à partir de 2009, en arguant la loi du Freedom of Information Act. L'Armée n'a toujours pas publié "de nombreux autres documents qu'il cherchait, ou fourni des réponses à ses questions persistantes, y compris ce qu'il est advenu des barils. "
http://www.nytimes.com/2015/05/15/world/middleeast/12-years-later-a-mystery-of-chemical-exposure-in-iraq-clears-slightly.html?_r=0

"Les avocats commencent à soumettre des vidéos biographiques lorsque leurs clients sont condamnés", a rapporté le *New York Times*. Les avocats embauchent des vidéastes pour produire les biographies; une commissaire de police en Californie a dit qu'elle était inquiète pour les accusés les plus pauvres, qui seraient désavantagés parce qu'ils ne seront pas en mesure de payer un enregistrement. Ces vidéos seront un autre élément à ajouter à la conservation des archives de la cour.
<http://www.nytimes.com/2015/05/25/nyregion/defendants-using-biographical-videos-to-show-judges-another-side-at-sentencing.html>

Bien que les fuites des données de cartes de crédit occupent toujours les titres des journaux, *Mainstreet* a rapporté que les experts déclarent que le vol d'identité médicale est beaucoup plus rémunérateur pour les pirates. Selon la société de sécurité Red Canary, "dans des marchés criminels en ligne, le taux courant pour un carte de crédit valide - volée - est peut-être de 2 \$. Pour un dossier médical, il est de 50 \$." Les dossiers médicaux peuvent être utilisés pour déposer des réclamations d'assurance frauduleuses, des déclarations de revenus frauduleuses, ou d'obtenir des services médicaux facturés à la personne dont les données ont été volées. <https://www.mainstreet.com/article/the-hidden-epidemic-of-medical-identity-theft-now-claiming-millions-of-victims>

Et selon une étude publiée par le *Journal of American Medical Association*, 29 millions de dossiers médicaux américains ont été mis en péril entre 2010 et 2013. <http://www.healthcareitnews.com/blog/shocks-surprises-new-breach-trend-studies>

"Les erreurs médicales qui peuvent être imputées à l'automatisation du système de soins de santé des États-Unis sont de plus en plus un problème dans les poursuites judiciaires pour faute professionnelle médicale", a rapporté *Politico*. "Les poursuites judiciaires allèguent un large éventail d'erreurs et de lacunes de l'information - fautes de frappe - qui conduisent à des erreurs de médication; les logiciels de reconnaissance vocale qui laissent tomber les mots-clés; la dépendance des médecins sur les dossiers anciens ou incorrects; et l'interprétation erronée des infirmières concernant les menus déroulants, avec des erreurs insérées par la suite dans les rapports sur l'état du patient". <http://www.politico.com/story/2015/05/electronic-record-errors-growing-issue-in-lawsuits-117591.html>

Les chercheurs ont utilisé "des données de mortalité et de population dépouillés par le National Center for Health Statistics et le US Census Bureau, qui sont anonymes et accessibles au public" et des "requête Google lancées à l'ensemble du marché DMA [zone de marché désigné]" (et ne contenant pas d'identificateurs individuels) pour examiner "l'association entre la zone de racisme et les taux de mortalité noirs, qui ont été dérivés des certificats de décès et des chiffres de la population en milieu d'année". Tel que rapporté par *PLOS*, les chercheurs ont utilisé la "proportion de recherches Google contenant le mot-N [negro] dans 196 zones de marché désignées" comme une expression passerelle pour le racisme. Ils ont conclu que leur méthode "contribue à prouver que le racisme façonne la structure de la mortalité et génère des disparités raciales en matière de santé." <http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0122963#pone.0122963.ref042>

Un autre groupe de chercheurs a utilisé des données nationales sur la base de certificats de décès ayant inscrit le suicide comme cause sous-jacente pour la mort d'enfants âgés de 5 à 11, et a constaté que "le taux de suicide chez les enfants noirs a presque doublé depuis le début des années 1990, tandis que le taux des enfants blancs a diminué", a rapporté le *New York Times*. <http://www.nytimes.com/2015/05/19/health/suicide-rate-for-black-children-surged-in-2-decades-study-says.html>

Quatre associations historiques des États-Unis, le National Security Archive non gouvernemental, et un journaliste ont obtenu l'ouverture des archives du grand jury sur le procès de Julius et Ethel Rosenberg, qui ont été jugés, reconnus coupables d'espionnage pour l'Union soviétique, et exécutés en 1953. Dans sa décision, le juge a rejeté l'argument du gouvernement selon lequel l'ouverture relancerait l'antipathie envers la famille d'Ethel

Rosenberg, en disant: "Les documents demandés sont des pièces essentielles d'un moment important dans l'histoire de notre nation. Le temps pour le public de deviner ce qu'ils contiennent doit se terminer." <http://nsarchive.gwu.edu/news/20150519/>

Students for Fair Admissions, un groupe à but non lucratif poursuivant l'Université de Harvard pour une prétendue discrimination fondée sur la race dans ses pratiques d'admission, est à la recherche d'un large éventail de dossiers dans le processus de recherche juridique et demande que Harvard "n'expurge pas les noms des élèves dans les dossiers" pour permettre aux demandeurs d'analyser si le fait d'avoir un "nom asiatique par rapport à un nom non-asiatique" influence les décisions d'admission, a rapporté *The Crimson*. <http://www.thecrimson.com/article/2015/5/4/race-based-lawsuit-update/>

États-Unis / Géorgie. Le département de police du comté de Cobb a déclaré au *The Augusta Chronicle* qu'avec la police portant des caméras embarquées, "l'espace de stockage est si grande que nous sommes à la recherche de ressources supplémentaires pour stocker les données". Dans le comté de Richmond, la police a ordonné 150 caméras embarquées, et aura deux employés à temps plein dédiés à la tenue des dossiers, et un plan pour "garder toutes les vidéos pendant sept jours avant de procéder à un filtrage pour éliminer les données qui ne sont pas liées à une affaire pénale ou une enquête." Lorsque la police adopte des caméras embarquées, les enregistrements de ces caméras ont besoin d'être évalués immédiatement et le calendrier de conservation des archives de la police mis à jour. <http://chronicle.augusta.com/news/crime-courts/2015-05-09/body-camera-footage-raises-storage-worries>

Uruguay. L'Uruguay a créé un Groupe de travail Vérité et Justice pour enquêter sur les crimes commis par la police et l'armée pendant la dictature de 1973-1985 et pendant un état d'urgence décrété le 13 juin 1968, a rapporté *l'Agence France-Presse*. La police et les archives de l'armée seront des sources importantes pour le travail du Groupe de travail. <http://news.yahoo.com/uruguay-probe-dictatorship-crimes-172729498.html>

Zimbabwe. En utilisant des archives de postes diplomatiques australiens et britanniques au Zimbabwe, un historien rassemble actuellement des indices selon lesquels le président Robert Mugabe serait complice de la «campagne de terreur» de 1983 qui a été menée contre le peuple Ndebele de l'ouest du Zimbabwe, au cours de laquelle environ 20'000 personnes ont été tuées, a rapporté le quotidien d'Afrique du Sud *Daily Maverick*. <http://www.dailymaverick.co.za/article/2015-05-18-new-documents-allege-mugabes-complicity-in-1980s-massacres/>